

LA QUESTION DES ILES D'ALAND

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

SOUTENUE LE 29 JANVIER 1923 A 4 H. 1/2

PAR

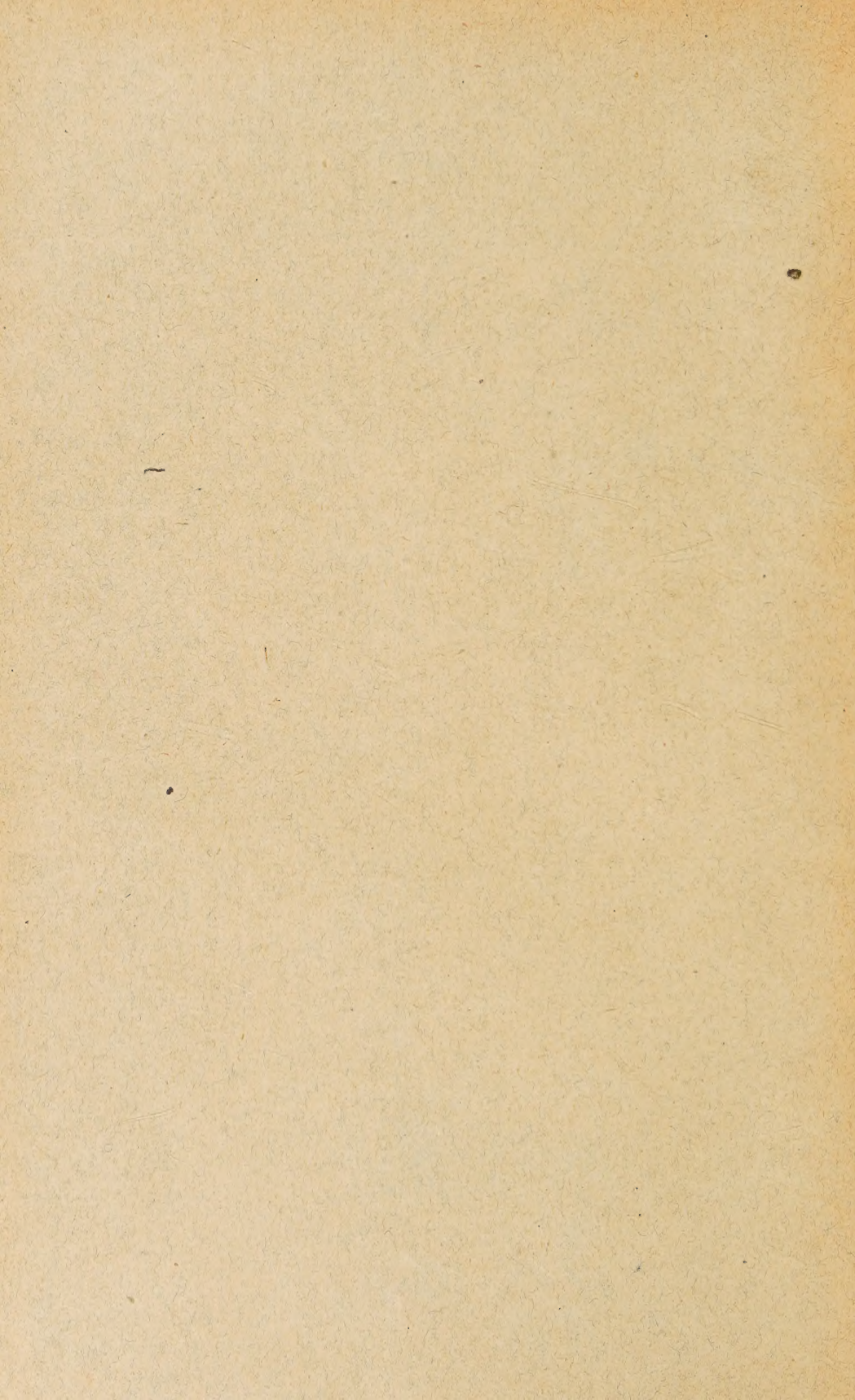
JEAN POPOVICI

Président : M. ANTOINE PILLET, Professeur de Droit des Gens.

Suffragants : { M. G. DE LAPRADELLE;
M. BASDEVANT.

PARIS
LIBRAIRIE LE FRANÇOIS
91, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 91

—
1923



THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans la thèse ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA QUESTION DES ILES D'ALAND

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

SOUTENUE LE 29 JANVIER 1923 A 4 H. 1/2

PAR

JEAN POPOVICI

Président : M. ANTOINE PILLET, Professeur de Droit des Gens.

Suffragants : { M. G. DE LAPRADELLE;
M. BASDEVANT.

PARIS
LIBRAIRIE LE FRANÇOIS

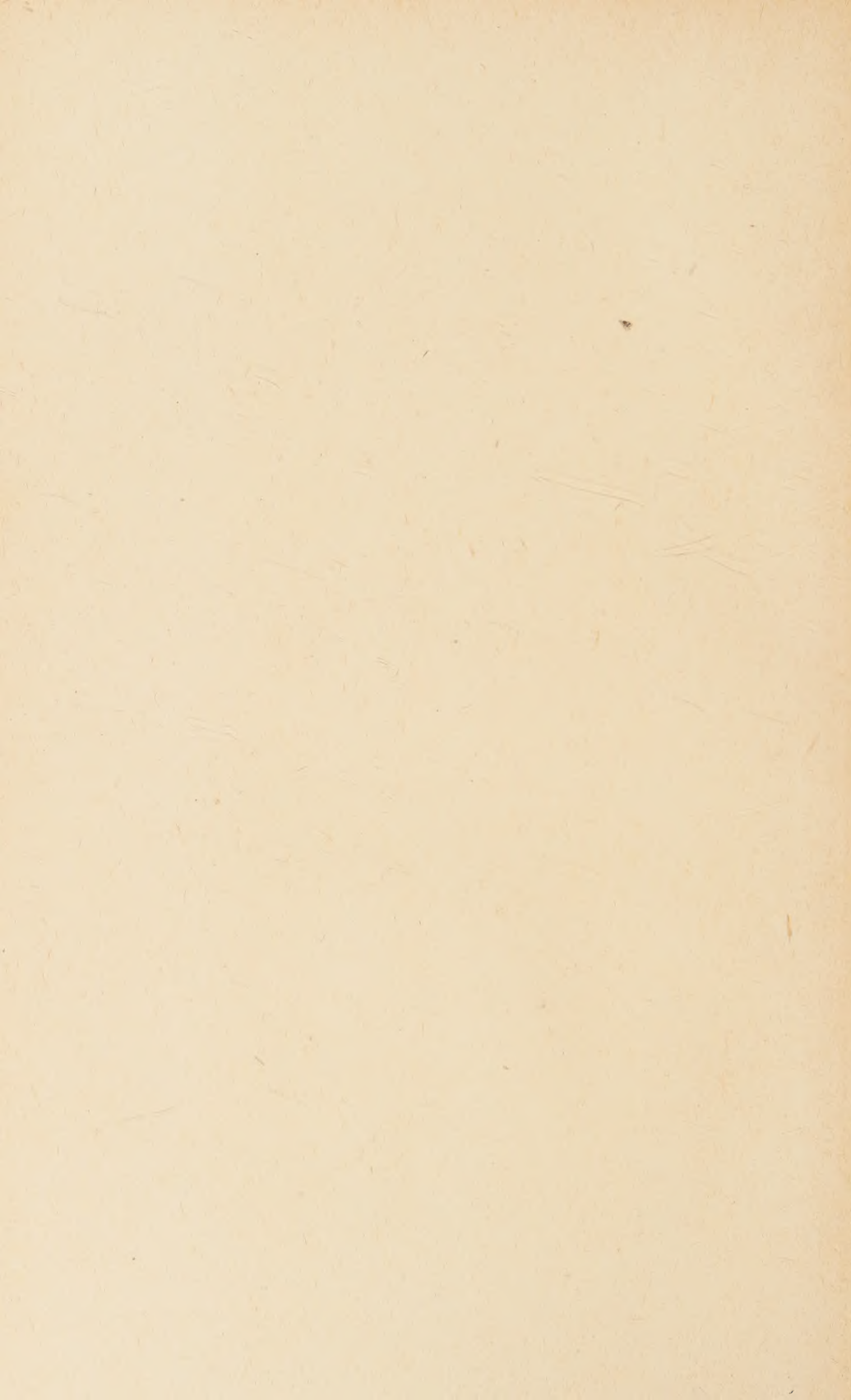
91, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 91

1923

A MONSIEUR MARIO ROQUES

Respectueux hommage.

Jean POROVICI.



PRÉFACE

La question des îles d'Aland est, avec les multiples questions territoriales qui ont fait l'objet des discussions des différents traités conclus après la grande victoire des Alliés, réparatrice de beaucoup d'injustice du passé, ainsi que l'objet des conférences et assemblées plénières de la Société des Nations, une des plus importantes questions d'actualité du droit international public.

Un aperçu historique et géographique sur l'archipel des îles d'Aland, leur situation internationale créée par les traités de 1809, 1856, pendant et après la guerre de 1914-1918, ainsi que la solution donnée par la Conférence de Genève, fera l'objet de notre modeste ouvrage.

Nous avons mis toute l'ardeur dont nous sommes capables pour expliquer et défendre ce qui nous semble juste, car rien n'égale en beauté la Justice !



Digitized by the Internet Archive
in 2026

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I

Aperçu historique et géographique sur l'archipel des îles d'Aland.

Les îles d'Aland constituent un archipel de la mer Baltique, dépendant du gouvernement d'Abo-Björneborg (Finlande). L'archipel est composé d'une île principale dont la superficie est de 640 kilomètres carrés qui s'appelle l'île d'Aland, des îles principales Lemland, Lümperland, Eckero, Kumlinge, Wardo, Brando et Föglo, et d'environ 300 ilots, rochers et écueils granitiques, dont quatre-vingts sont habités.

Ce sont les sommets d'un plateau sous-marin qui unit la Suède à la Finlande et forme au Sud le seuil du golfe de Bothnie.

La pêche très abondante, ainsi que le gibier, attire les pêcheurs de la côte finlandaise.

Les céréales, à cause de la rudesse du climat, n'assurent pas la suffisance nécessaire aux habitants, par contre les légumes sont très abondants. Les forêts de pins et sapins occupent une grande partie des îles, ainsi que les prairies naturelles qui nourrissent de nombreux troupeaux.

Les îles comptent une population de 20.000 âmes, d'origine suédoise.

L'île d'Aland a 10.000 habitants, 28 kilomètres de longueur et 20 de largeur; fort déchiquetée par la mer, ses fragments ne tiennent à la masse de l'île que par d'étroites langues de terre. Elle est située à 40 kilomètres de la côte suédoise et à 115 kilomètres de Stockholm d'une part et d'Abo de l'autre. L'île d'Aland est la clef de la Baltique du Nord. Elle est séparée de l'île de Prestö par un canal et forme à son origine une rade magnifique, connue sous le nom célèbre de Bomarsund.

La capitale est une petite ville de 3.000 habitants, parmi lesquels un tiers sont Russes.

Les autres bourgs, Marichamn, Lemnland sont sans grande importance.

Léouzon le Duc, qui a tiré toute la documentation

historique sur les îles des ouvrages latins et suédois, nous dit : « Le nom Aland est suédois, pris dans son acception primitive et originelle il signifie pays d'eau ou entouré d'eau (à = eau, land = pays).

, « L'étymologie d'Ahvenanmaa est trop simple et trop évidemment transparente pour avoir pu servir de prétexte à d'aventureuses hypothèses » (Les îles d'Aland. Léouzon Le Duc, Paris, 1854).

Les savants suédois Rudbeck et Palmschöld sont catégoriques à affirmer qu'Aland, c'est Atland (la Suède).

Messenius nous dit que, dans les temps païens, les habitants des îles d'Aland formaient un Etat ayant ses rois.

Les données historiques sont assez obscures sur la vraie situation des îles à cette époque. Les premières dates historiques que nous pouvons considérer comme certaines, c'est qu'au 14^e siècle l'archipel dépendait du diocèse d'Abo et du point de vue juridique de la Cour de Finlande. Leur administration fut séparée jusqu'en 1634 quand elles furent annexées au gouvernement d'Abo.

Léouzon Le Duc (page 58) nous dit : « Les îles d'Aland étaient considérées jadis par les rois de Suède comme un apanage féodal dont ils conféraient l'investiture à leur gré. C'est ainsi que nous les voyons passer aux mains des divers princes. Le duc Waldemar les occupa en 1315, Bo Jonson en

1388, Carl Kunt en 1440, Erik Johanson Wase en 1499, le duc Jean en 1556. En 1680 les îles d'Aland sont encore données en douaire à la reine Ulrique-Eléonore, qui meurt avant d'en avoir pris possession ».

La situation des îles d'Aland, étant donnée l'inimitié russo-suédoise à travers les siècles, a subi tous les changements que donnait la victoire ou les revers d'une des nations.

Plusieurs fois, au commencement du XVIII^e siècle, les Alandais virent avec effroi le pavillon des galères russes s'approcher de l'archipel, et chaque approche était suivie de pillage et d'atrocités.

C'était au temps de Charles XII et Pierre le Grand.

La fréquence de ces visites a lieu entre 1714-1718 et prend fin avec la paix de 1721, entre la Russie et la Suède. Elle reprend en 1742. Mais, malgré ces incursions de courte durée, la Suède garde les îles qui font partie intégrante du royaume. Les choses se passent autrement lors de la guerre de 1808 et surtout lors de la signature du traité de paix de 1809, quand les îles d'Aland, suivant le sort tragique de la Finlande — elles dépendaient du gouvernement d'Abo — changeant de maître, se voient passer sous la domination des « tzars ».

Cette date (1809) est marquante pour les habitants de l'archipel qui, en dépit du droit des gens, suivant la loi du vainqueur si forte au commencement du

XIX^e siècle, se voient arrachés à la mère-patrie, la Suède, pour tomber sous la domination russe, dont la main fut si lourde pour les populations soumises.

La guerre de 1808 fut émouvante en péripéties. Perdue par les Suédois, pour des causes internes que l'histoire attribue au roi Gustave IV, qui d'ailleurs fut renversé par la révolution.

En décrivant la bataille un écrivain suédois nous dit : « Sur un océan de glace sans fin, parmi les tempêtes de neige et les horreurs de l'hiver du Nord, l'armée suédoise, commandée par le vaillant général Döbeln, était une image de l'armée française marchant sous le soleil des Pyramides, au milieu des tourbillons de sable et des déserts brûlants du midi ».

L'armée, commandée par le général Döbeln, réussit à échapper à l'encerclement, se retirant sur la côte suédoise où le général dans un vibrant discours, tout en louant la bravoure de son armée, prononce le discours funèbre de la perte des îles.

Léouzon Le Duc : « Les Suédois étaient touchés jusqu'aux larmes, mais les Alandais sanglotaient car pour eux la voix de Döbeln, c'était l'adieu suprême de la patrie perdue ».

L'historien Rambaud (Alfred Rambaud, Histoire de la Russie, Chap. XXXIV) parlant de la guerre russo-suédoise et faisant la mention des éclatants succès obtenus par le général Klingspor, qui malgré

ses victoires dût se retirer dans les déserts de la Bothnie, écrit au sujet des îles d'Aland : « Pendant l'hiver les Russes se fortifièrent aux îles d'Aland et trois corps commandés par Kuhner, Bagration et Barclay de Tolly franchirent sur la glace le golfe de Bothnie, portant la guerre sur la côte suédoise. Une révolution militaire éclata dans Stockholm, le 13 mars 1809, sans qu'on eut à verser une goutte de sang; Gustave IV fut arrêté, enfermé à Drottlingholm avec sa famille. Son oncle, le duc de Sundermanie, prit la couronne sous le nom de Charles XIII, il signa la paix de Friederickshamn qui cédait la Finlande au tzar Alexandre 1^{er}.

On ne répétera pas assez, en soulignant, que les îles d'Aland suivirent la Finlande malgré leur population éminemment suédoise.

CHAPITRE II

La paix de Friederickshamn et les îles d'Aland.

La paix de Friederickshamn, signée le 17 septembre 1809, marque la date la plus malheureuse pour l'histoire de l'archipel d'Aland, elle consacre pour la Suède leur perte définitive. Le tzar Alexandre 1^{er}, en vertu du droit de conquête, annexe à son empire la Finlande et les îles d'Aland.

Les principes de droit international public à cette époque n'ont pas la force d'impressionner les souverains, qui confondent leur grandeur pour la postérité avec le maximum d'annexions.

L'article 5 de la paix de Friederickshamn (Sandgren. Recueil des traités de la Suède) se référant aux îles d'Aland : « La mer d'Aland (Alands Ilaf), le golfe de Bothnie et les rivières de Tornea et de

Muonio formeront dorénavant la frontière entre l'empire de Russie et le royaume de Suède.

« A distance égale des côtes, les îles le plus rapprochées de la terre ferme d'Aland et de la Finlande appartiendront à la Russie, et à la Suède celles qui avoisinent ses côtes.

« A l'embouchure de la rivière de Tornéa, l'île de Björköu, le port de Reutchamn et la presqu'île sur laquelle est située la ville de Tornea seront les points les plus avancés des possessions russes et la frontière se prolongera le long de la rivière de Tornéa jusqu'au confluent des deux branches de ce fleuve près de la Forge de Rengis, d'où elle suivra le cours du fleuve Muonio en passant devant Muonioniska, Palojens, Kultane, Enontekis, Paitiko, Nuimaka, Rannula et Kilpisjaure, jusqu'à la Norvège.

« Dans le cours des rivières de Tornéa et de Muonio, tel qu'il vient d'être désigné, les îles situées à l'est du Thalweg appartiendront à la Russie et celles à l'ouest du Thalweg à la Suède....

.....
Fait à Friederickshamn ce dix-sept (cinq) septembre l'an de grâce mil huit cent et neuf ».

CURT. STEDING,	Le Cte N. DE ROMANZOFF,
A. F. SKÖLDEBRAND.	D. ALOPENS.

L'acte de démarcation des frontières, fait à Tor-

néa le 20 novembre 1810, en parlant des îles d'Aland : « Depuis l'embouchure du Tornéa dans la mer, la frontière se prolonge le long du golfe de Bothnie à travers le milieu de Quarken et du Alandshaf jusqu'à la mer Baltique, de manière qu'au nord du golfe les îles de Bockholm, de Sällön avec le port de Reutchamn ainsi que l'île de Ostra Sarven Maat et au Sud les îles d'Aland et celles de Singelskär font les points les plus avancés des possessions russes ».

CHAPITRE III

La guerre de 1854 et les îles d'Aland.

En 1854 ce ne sont plus les pavillons des galères russes que les Alandais voient s'approcher de leurs îles, ce sont les pavillons des flottes franco-anglaises qui apportent la guerre.

En effet, la guerre des alliés contre la Russie, connue principalement sous le nom de la guerre de Crimée, étant donnée la supériorité écrasante de la marine des alliés, leur permit d'attaquer la Russie dans toutes les mers.

Dans la mer Baltique la flotte alliée, à part le blocus de Kronstadt, occupe, en débarquant des contingents de marins, les îles d'Aland et prend la fameuse forteresse de Bomarsund, située dans la magnifique rade du même nom, le 16 août 1854. Si les Suédois avaient été du côté des alliés, en 1854,

il est fort probable que le sort des îles aurait été autre aujourd'hui.

Nous allons voir par la suite le changement que l'archipel subit, du point de vue du droit public, lors de la Convention de Paris signée le 30 mars 1856.

La Convention de Paris marque la fin de cette guerre et une date importante pour les îles d'Aland, elle consacre une servitude négative pour la Russie en neutralisant l'archipel d'Aland.

A. E. Robert « Traités et conventions diplomatiques entre la France et la Russie depuis 1814 ».

L'article 33 du traité :

« La convention conclue, en ce jour, entre leurs Majestés l'Empereur des Français, la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Islande d'une part, et sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies de l'autre part, relativement aux îles d'Aland est et demeure annexée au présent traité et aura même force et valeur que si elle en faisait partie ».

La neutralisation des îles d'Aland est comprise dans la troisième annexe du traité et elle fut signée à Paris le 30 mars 1856 sous le titre : Baltique îles d'Aland :

Art. 1^{er}— « Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, pour répondre au désir qui lui a été exprimé par leurs Majestés l'Empereur des Français et la

Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Islande, déclare que les îles d'Aland ne seront pas fortifiées et qu'il n'y sera maintenu, ni créé aucun établissement militaire ou naval.

Art. 2. — « La présente convention, annexée au traité général signé à Paris ce jour, sera ratifiée... ».

La Convention de Paris, infligeant cette servitude négative à la Russie par la neutralisation des îles, n'a en vue que les questions d'ordre militaire, les aspirations nationales des Alandais ne l'intéresse pas.

La Russie, vaincue en Crimée par les Alliés, perdait d'autres territoires et pour le moment ses visées devenues trop pressantes vers Constantinople se trouvent portées en arrière, les alliés pensent à cette occasion à d'autres populations que la Russie veut subjuguier et font de leur mieux pour l'empêcher.

La question des îles d'Aland intéresse surtout l'Angleterre qui, étant la première puissance navale, ne veut pas savoir les îles d'Aland, le seuil du golfe de Bothnie fortifié, d'où l'explication de l'annexe du traité et son article qui empêchera la Russie de créer une base navale dans la mer de Finlande.

La Grande-Bretagne qui a toujours su garder pour elle les points maritimes de la plus haute importance stratégique, constituant des servitudes positives : Gibraltar, Malte, etc..., injustices fla-

grantes du droit international, a su empêcher les autres puissances d'en avoir.

Pour les Alandais, l'annexe de la Convention de Paris est de piètre importance, car aucun espoir de se voir rendus à la mère patrie ne leur est donné.

Pour la Suède, la neutralisation de l'archipel ne peut lui réparer en rien la perte de 1809; ce sera pour elle une garantie d'ordre militaire.

Depuis 1856 aucune date historique importante pour l'archipel d'Aland; la guerre de 1914 trouve les îles faisant partie des pays soumis à l'autocratie russe, jouissant bien entendu des droits qu'Alexandre 1^{er} (1809) en convoquant la diète de Finlande avait garantis au Grand-Duché de Finlande.

CHAPITRE IV

Situation créée aux îles d'Aland par le démembrement de la Russie causé par la Révolution.

L'écroulement de la Russie, la division d'une partie de l'immense empire des tzars créent par la force des choses aux îles de l'archipel d'Aland une situation des moins claires au point de vue international.

Habitées par une population d'origine essentiellement suédoise, soumise depuis un siècle à la domination russe, la quasi-autonomie finlandaise dont elles jouissaient n'est qu'une question administrative, une question de souveraineté intérieure, car les habitants des îles, comme tous les peuples subjugués par les Russes, étaient considérés comme sujets russes, et les îles attribuées à la Russie par

le Traité de Friedericksbamm faisaient partie intégrante de l'empire.

La Finlande, au moment de l'écroulement causé par la révolution et la guerre civile commençante, a la force, étant donnée la conscience nationale de ses habitants et sa civilisation de beaucoup plus avancée que celle de la Russie, de se soustraire et de mieux faire, pour ainsi dire de devenir le rempart du Nord contre le bolchevisme détruisant et démoralisant.

Comme toutes les nations nées ou ressuscitées par la guerre, elle est conduite, elle a son premier gouvernement, son chef d'Etat, recrutés parmi les nationalistes extrémistes pour qui défendre, même contre le droit, une partie de ce qu'ils croient le domaine de leur pays est une tâche sacrée.

La Finlande, le jour où elle proclame son indépendance et son existence d'état libre, croit devoir garder l'héritage fait de l'administration russe : les îles d'Aland. Elle les garde parce que les Russes en les prenant à la Suède, en vertu de la loi du vainqueur, les avaient gardées sous la dépendance du gouvernement d'Abo.

Le gouvernement suédois, tout en faisant ses réserves sur la garde de cet héritage par la Finlande, héritage qu'il espérait à juste titre voir passer dans son patrimoine, s'abstient de troubler la bonne entente entre nations.

Pour nous référer aux dires mêmes des écrivains finlandais, qui ne peuvent méconnaître la nationalité suédoise des habitants des îles d'Aland, nous allons citer E. R. Neovius (Notice sur la Finlande, Helsingfors 1900, publiée à l'occasion de l'exposition universelle de Paris 1900) qui, dans son chapitre « pays et population », après nous avoir parlé des frontières finlandaises, déterminées en 1809 et 1810, et de l'origine de ces populations, écrit : « La population suédoise « immigrée » en Finlande habite l'archipel d'Aland », et, plus loin, parlant du type suédois : « Il est caractérisé par une taille haute et élancée, les cheveux blonds et les yeux bleus, comme par son caractère emporté, son amour-propre chatouilleux et son amour passionné de la liberté.

« L'habitant de l'archipel d'Aland est marin, armateur ou pêcheur. En raison de ses relations constantes avec la Suède, c'est ce pays qu'il connaît mieux ».

Nous pensons que, Finlandais, l'auteur ne veut pas dire ce que les écrivains cités plus haut ont proclamé bien clairement : les habitants des îles d'Aland sont Suédois, les îles ont fait partie intégrante du royaume de Suède et si l'avis de la population était demandé ils voudraient tous retourner à la mère patrie.

CHAPITRE V

L'indépendance de la Finlande et sa demande d'admission à la Société des Nations.

La Finlande, qui à travers les siècles faisait partie intégrante du royaume de Suède, ayant la même organisation administrative et les mêmes lois que la Suède, fut le théâtre de guerres successives entre les rois de Suède et les souverains moscovites, dont la puissance grandissait par les conquêtes continuelles, se voit en 1809 tracer des frontières et après la diète de Borga érigée en Grand-Duché sous la souveraineté du tzar.

Ce Grand-Duché est surtout formé avec différentes fractions de territoire conquises sur la

Suède, une autonomie lui est garantie par le tzar Alexandre 1^{er}.

« L'ancien Grand-Duché, aujourd'hui République de Finlande, présente tous les caractères d'un Etat indépendant. Toutefois il n'en fut pas ainsi antérieurement puisque les territoires qui le composent appartenaient au royaume de Suède dont ils furent séparés par les conquêtes successives de la Russie » (Société des Nations, séances plénières).

Profitant de la désorganisation et de la débâcle russe, causées par la révolution, la Finlande se proclame état indépendant; le gouvernement provisoire, en mars 1917, et plus tard le gouvernement soviétique, en janvier 1918, reconnaissent son indépendance. La plupart des Etats de l'Europe et de l'Amérique, notamment les Etats-Unis, reconnaissent « de jure » la République finlandaise, car la seule reconnaissance du gouvernement soviétique qui n'est pas reconnu lui-même aurait été bien insuffisante !

La nouvelle république finoise, d'après sa constitution en date du 9 juillet 1919, est gouvernée selon les principes démocratiques représentatifs. Son Parlement, qui compte 200 députés élus tous les trois ans au suffrage universel, détient le pouvoir législatif, l'exécutif est confié au Président de la République, élu pour six ans.

La République Finlandaise ainsi constituée fait sa demande d'entrée à la Société des Nations.

Sa reconnaissance « de jure » par la plupart des Etats de l'Europe et de l'Amérique, son programme militaire et naval, le nombre appréciable de ses habitants, ainsi que l'importance de son territoire constituent des conditions tout à fait acceptables pour son admission.

« Un point demandait toutefois à être éclairci, concernant le problème des îles d'Aland actuellement soumis au Conseil de la Société des Nations, qui en a confié l'étude à une Commission spéciale désignée par lui. Il paraît nécessaire aux membres de la sous-commission d'obtenir de la délégation finlandaise des déclarations précises, spécifiant que l'admission de la Finlande dans la Société des Nations ne pouvait préjuger de la solution du problème d'Aland, n'en modifiant point le caractère ni l'état, et que la Finlande n'envisageait point qu'il put éventuellement lui appartenir de se prévaloir de sa qualité de membre de la Société des Nations pour faire intervenir un élément nouveau dans la procédure en cours.

« La sous-commission avait surtout en vue de prévenir une équivoque afin que l'opinion finlandaise, clairement informée de la portée de l'admission de la Finlande, ne put être tentée d'en inférer un changement quelconque de la position de ce

pays dans le litige pendant devant la Société des Nations » (1).

Un échange de lettres entre M. Pouillet, président de la 1^{re} sous-commission de la cinquième commission, et M. Enckell, au nom du gouvernement finlandais, a lieu; le deuxième voulait avoir l'assurance que le Conseil ne fera aucune distinction entre la Finlande et la Suède, déjà membre de la Société, en ce qui concerne les recommandations pouvant être faites au sujet des îles d'Aland si ces recommandations sont faites avant l'admission de la Finlande.

Voici le contenu des lettres échangées entre la délégation finlandaise et le président de la sous-commission :

Lettre de la délégation finlandaise à M. Pouillet.

Genève, le 26 novembre 1921.

« Résumant et complétant les déclarations faites à la session de la sous-commission présidée par vous, le 25 novembre, j'ai l'honneur de vous com-

(1) Motion Fischer (Grande-Bretagne) approuvée à l'unanimité le 4 décembre 1921, sixième séance.

La Commission, ayant pris connaissance du rapport de la sous-commission sur l'admission de la Finlande, recommande à l'Assemblée l'admission de ce pays dans la Société des Nations, sans préjuger de la décision que le Conseil pourra prendre sur la *question des îles d'Aland*.

muniquer que, selon la proposition de M. le Président Léon Bourgeois faite à la séance du Conseil le 9 juillet, à Londres, la Finlande a été invitée à siéger au Conseil lorsque la question des îles d'Aland serait traitée par lui.

« Etant donné qu'elle (la Finlande) a fait une demande régulière pour être admise dans la Société des Nations, demande sur laquelle il a été impossible de statuer, l'Assemblée ne s'étant point réunie, elle pourrait être admise au Conseil si celui-ci y compris la Suède y consent.

« Autorisé à représenter la Finlande et me référant à sa demande, faite le 28 mai, d'être admise dans la Société j'ai exprimé par ordre de mon gouvernement l'espoir que le Conseil ne fera aucune distinction entre la Suède et la Finlande en ce qui concerne les garanties établies par le Pacte.

« En réponse, le Président du Conseil, M. Léon Bourgeois, me donna l'assurance de l'entière impartialité du Conseil.

« Donc si le Conseil de la Société des Nations décidait, avant l'admission de la Finlande, de recommander dans la question des îles d'Aland « des solutions qu'il considère comme les plus équitables et les plus appropriées en l'espèce », sa recommandation, en ce qui concerne la Finlande, ne serait pas influencée par le fait que celle-ci n'est pas membre de la Société.

« D'autre part, si l'Assemblée de la Société des Nations décide d'admettre la Finlande comme membre, avant que le Conseil se soit prononcé définitivement à propos de la susdite question, cette décision de l'Assemblée, ou les circonstances mentionnées, n'apporterait aucun changement quant au droit de la Finlande d'invoquer en défense de sa thèse les stipulations du Pacte.

« Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération ».

Signé : ENCKELL.

Lettre de M. Poulet à la délégation finlandaise.

Genève, le 29 novembre 1920.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« J'ai eu l'honneur de communiquer à la sous-commission votre lettre du 26 novembre. Il serait agréable à la sous-commission d'obtenir quelques éclaircissements complémentaires sur votre point de vue.

« L'admission de la Finlande, dites-vous, survenant avant que le Conseil se soit prononcé définitivement, n'apporterait aucun changement quant au droit de la Finlande d'invoquer en défense de sa thèse les stipulations du Pacte.

« Votre droit d'invoquer pour la défense de votre thèse les stipulations du Pacte, après votre admission et avant que le Conseil ait prononcé définitivement sur le litige existant, ne peut évidemment être mis en doute.

« Mais prétendez-vous avoir le droit, après la décision définitive du Conseil, d'invoquer contre cette décision les stipulations du Pacte ?

« Dans l'affirmative, lesquelles ?

« Voici la seconde question : D'après l'article 10 du Pacte « les membres de la Société s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale, etc... ». Cette garantie pourrait-elle, d'après vous, être invoquée, même si les membres de la Société ne partagent pas votre point de vue ou si, dans le litige existant, la décision du Conseil était en désaccord avec votre thèse ?

« Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Signé : POULLET.

Réponse de la délégation finlandaise à M. Pouillet.

Genève, le 30 novembre 1920.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« Je m'empresse de vous remercier pour votre aimable communication de l'avis de la sous-commission, présidée par vous, sur le droit de la Finlande d'invoquer en défense de sa thèse, dans la question des îles d'Aland, les stipulations du Pacte.

« Répondant à la demande exprimée par vous, je tiens à préciser encore le point de vue de mon gouvernement.

« Après l'admission de la Finlande elle jouira des garanties stipulées par le Pacte comme toute autre membre de la Société des Nations et le fait qu'une question intéressant la Finlande a été portée devant le Conseil avant l'admission de la Finlande dans la Société ne modifie en rien les droits et les devoirs de la Finlande.

« Le Gouvernement finlandais a la ferme conviction que le Conseil de la Société des Nations qui jusqu'ici ne s'est occupé que des questions de procédure, après avoir examiné la question des îles d'Aland à fond, tiendra compte de tout intérêt légitime de la Finlande qui de son côté a donné

les assurances les plus formelles de vouloir rigoureusement tous les engagements internationaux.

« Veuillez agréer, M. le Président, les assurances de ma haute considération ».

Signé : ENCKELL.

CHAPITRE VI

Demande de plébiscite par la Délégation Suédoise. - - Justesse de la demande. Plébiscite en général.

Dans une des séances suivantes du Conseil de la Société des Nations, le gouvernement britannique, par la voix de ses délégués, relevait la situation incertaine et pouvant même menacer la paix dans le Nord de l'Europe à cause de l'archipel d'Aland.

La Finlande, malgré que pas encore membre de la Société des Nations, est admise à prendre part aux deux sessions où la question des îles d'Aland est discutée. Cette admission est acceptée par la Suède et on entend la voix du représentant finlandais, M. Enckell, qui s'efforce à démontrer que la

question des îles d'Aland ne peut pas être soumise au Conseil, relevant de la souveraineté de la Finlande.

Devant cette prétention extraordinaire de la délégation finnoise, M. Branting, le représentant et délégué permanent de la Suède auprès de la Société des Nations, émet la plus juste des demandes : qu'un plébiscite ait lieu dans les îles.

Quoi de plus juste que cette demande de la délégation suédoise, justice accordée par le traité de Versailles aux Allemands pour la Haute-Silésie, pour le Sleswig, *à eux qui auraient ignoré le mot plébiscite s'ils avaient gagné la guerre.*

« Quoi de plus naturel que de demander aux habitants d'un pays s'ils veulent rester unis à leur ancienne patrie ou si, au contraire, ils désirent suivre les destinées d'une autre nation ! Quoi de plus raisonnable que de les consulter sur un projet auquel sont liés étroitement leur prospérité et leur repos ! Désormais tout traité qui portera annexion d'un territoire appartenant à un Etat régulièrement constitué devra être soumis au vote des populations » (Rouard de Card. Les Annexions et les Plébiscites dans l'Histoire contemporaine).

Habitées par des Suédois, ayant fait partie intégrante de la Suède, domaine féodal des rois nationaux de ce pays dans le moyen-âge, les îles d'Aland, conquises par les Russes en 1809, suivant la Fin-

lande et son sort tragique sous la domination des vainqueurs, d'après une loi inique dictée par les hasards d'une guerre malheureuse, se voient refuser l'application du plébiscite, eux qui l'avaient appliqué cinquante ans auparavant à une de leurs colonies, l'île de Saint-Barthélemy, qu'ils détenaient de la France.

Les paroles de M. Lacascade, dans la séance du 22 janvier 1878, nous donnent le plus beau témoignage (*Journal Officiel* du 23 janvier 1878) :

« Pour obéir à des visées politiques autant qu'à des nécessités commerciales, un monarque avait cédé, il y a tantôt un siècle, à un autre monarque toute une population française et avait rivé à une métropole étrangère une petite colonie à laquelle ne la rattachait jusqu'alors ni l'intérêt matériel, ni le sang, ni le drapeau; aujourd'hui, *Dieu merci ! le droit public européen est bien modifié sous ce rapport*, aussi la rétrocession de l'île Saint-Barthélemy ne vous a-t-elle été remise *qu'après un vote solennel et libre, qu'après un véritable plébiscite de la population de l'île* ».

Eh bien, pour les îles d'Aland, nous n'allons pas assister à cette heureuse modification du droit public international, et l'archipel d'Aland ce n'est pas une colonie c'est un groupe d'îles habitées par 20.000 Suédois !

Partisan du plébiscite, comme étant le juste résul-

tat du désir d'une population d'avoir ses gouvernants naturels, pour les îles d'Aland nous ne pouvons même pas voir la défiance de Bluntchili (droit international codifié) : « Cette forme est entrée dans les usages des peuples de race latine dans les derniers temps et par l'influence de Napoléon III. Elle répond aux tendances démocratiques de notre époque, satisfait les sentiments des masses, mais est exposée à un haut degré à des abus et à la constatation des majorités factices par l'appât d'avantages offerts aux électeurs ».

Le peuple qui était appelé à voter et dont le représentant le demandait, n'est pas latin (nous autres latins nous sommes plus expansifs), l'appât d'avantages offerts aux électeurs était le retour à la mère patrie, bien naturel au XX^e siècle, et puis les plébiscites faits après la paix, sous le contrôle des commissions alliées, ne pouvaient donner lieu à des procédés blâmables.

CHAPITRE VII

Décision du Conseil. Questions et réponses de la Commission des Juristes.

La Cour de justice permanente n'étant pas constituée, auprès de la Société des Nations, pour répondre aux prétentions finlandaises à savoir si la question des îles d'Aland relevait de la souveraineté de la Finlande seulement, une commission de juristes internationaux nommée « ad hoc » par le Conseil de la Société des Nations devait se prononcer sur ces deux points :

« a) La thèse soutenue par la Suède, au sujet des îles d'Aland, porte-t-elle sur une question que le droit international laisse à la compétence exclusive de la Finlande et qui par conséquent ne rentre pas dans la compétence du Conseil ?

« b) Quel est l'état des obligations internationales en ce qui concerne la démilitarisation des îles d'Aland ? ».

Cette manière était loin d'arranger le point de vue suédois, ne laissant pas entrevoir la possibilité d'un plébiscite; le Conseil de la Société des Nations à juste raison craignant que les relations entre les deux pays ne devinssent trop tendues demanda aux deux délégués, en séance publique, des déclarations qui engageraient les gouvernements, respectives au maintien de la paix.

M. Branting, au nom de la Suède, fit ces déclarations qui, une fois de plus, prouvèrent les intentions pacifiques de son pays. Le délégué finlandais s'exprima dans le sens que le gouvernement de la République finlandaise tiendrait compte de la proposition.

Avant de voir quelles furent les réponses de la commission des juristes, il nous semble utile de chercher, d'examiner si la prétention finlandaise, soutenant que les îles d'Aland ne relevaient que de la souveraineté de la Finlande, pouvait être invoquée, surtout après la dernière guerre, quand les voix des artisans de la paix, *ou celles de ceux qui ont cru l'être*, ont proclamé maintes fois le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes et aux populations soumises le droit de revenir à leur patrie mère !

La situation des îles d'Aland, en droit international, est celle d'une servitude négative, par le traité de 1856 reproduit dans un chapitre précédent, la Russie s'engageait de démolir tout établissement militaire, de ne jamais fortifier les îles, de ne pas y avoir une base navale. La Russie avait été contrainte par d'autres puissances à prendre et signer ces conditions. « Les servitudes négatives modifient les droits absolus de la souveraineté » (G. Bry. Droit international public).

D'un côté la Finlande voulait rentrer dans la Société des Nations, et d'un autre son premier gouvernement indépendant voulait peut-être s'inspirer de la citation suivante : « Les personnes du droit international sont les Etats indépendants qui ne reconnaissent point d'autorité au-dessus d'eux, règlent exclusivement leurs rapports réciproques par des actes de leur seule volonté » (J. de Louter. Droit international public positif).

Il n'y a qu'en vertu de cette idée que la Finlande ne puisse pas se soumettre à la décision du Conseil de la Société des Nations, en vertu d'un amour pour une plus grande indépendance que celle des autres peuples car, en vertu de différents traités, nous voyons des plébiscites un peu partout en Europe et nous assistons même à une chose qui peut être considérée vraiment comme une atteinte aux droits de souveraineté d'un Etat indépendant; des Etats,

ayant une indépendance ancienne et se trouvant du côté des vainqueurs, ayant perdu leurs fils par centaines de milles, se voient imposer les statuts des minorités.

La Serbie et la Roumanie en sont les exemples ! Ces deux pays, qui avec la France et la Belgique ont subi l'invasion des Allemands du XX^e siècle sur une grande partie de leur territoire et auxquels une paix allemande aurait réservé le plus triste sort, ont dû accepter les statuts des minorités, minorités composées pour le comble du ridicule par des îlots de population allemande, hongroise ou bulgare, et la Finlande épargnée par la guerre, redevenue indépendante grâce aux sacrifices sanglants des autres nations, considère l'immixtion du Conseil de la Société des Nations comme une atteinte à sa souveraineté, quand il s'agit d'un archipel habité par 20.000 Suédois pour lesquels on demande d'exprimer leur volonté.

Voilà la source où le gouvernement et la délégation finlandaise auraient dû s'inspirer (M. A. Pillet. Les droits fondamentaux des Etats et la solution des conflits qu'ils font naître). « Les questions des possessions territoriales, évidemment dominées par cette idée élémentaire, qui est du droit public comme du droit privé, *qu'il faut rendre à chacun le sien*. Sur ce terrain encore, les intérêts publics des divers Etats sont identiques et leur besogne

commune doit être d'établir, d'un parfait accord, sur l'acquisition territoriale des règles simples, claires, respectueuses des préceptes de la justice. Ne nous dissimulons pas que l'adoption de règles juridiques équitables et surtout leur observation rencontreront ici un obstacle sérieux dans l'ambition et la soif des conquêtes ».

Oui, c'est une soif de conquêtes que de vouloir garder les îles d'Aland en invoquant le principe de souveraineté et s'opposant au plébiscite si justement réclamé.

Les îles d'Aland n'ont jamais été finlandaises ! Le plébiscite l'aurait prouvé ! M. A. Pillet (Les droits fondamentaux des Etats et la solution des conflits qu'ils font naître) : « Cette matière est, suivant toute apparence, celle où l'autorité du droit parviendra plus difficilement à triompher des passions individuelles. Ce n'est pas cependant que l'application des principes soit ici plus incertaine qu'ailleurs. Au contraire. Donnons-en comme exemple la question du plébiscite dans l'annexion. Elle se décompose en deux, à notre avis : 1° L'Etat annexant peut-il acquérir une véritable souveraineté sur un territoire en dépit de la protestation des habitants ? Ce qui peut faire douter de la réponse à cette question, c'est qu'il est contradictoire de considérer la souveraineté comme basée sur le consentement du peuple au point de vue intérieur, et de faire abstraction

complète de ce consentement dans la matière du transfert international de cette même souveraineté. En supposant ce premier point décidé dans le sens de l'affirmative, vient une seconde question.

2° L'Etat annexant a-t-il un intérêt public à soumettre de force à sa souveraineté, qui se refuse à l'accepter. A ce point de vue il nous paraît raisonnable de dire qu'un Etat n'a pas un intérêt public à étendre sa souveraineté sur un pays qui ne la subira jamais que sous l'influence de la force. Une acquisition semblable, loin d'être pour un pays un supplément de vigueur, constitue bien plutôt contre lui une cause permanente de faiblesse et sa souveraineté ne gagne rien à une acquisition qui exige une perpétuelle coercition ».

Quoi de plus juste et de plus beau que cet exposé, dont puissent s'inspirer les souverains et les gouvernants en ce qui concerne ces principes de droit.

La thèse finlandaise, voulant écarter toute idée de plébiscite et toute idée de mettre « sub judice » les îles d'Aland, est contraire aux justes principes du droit international. La souveraineté finlandaise ne pouvait être invoquée qu'en se basant sur le droit d'annexion en vertu duquel la Russie annexait la Finlande et l'archipel d'Aland, droit que la Russie avait voulu consacrer par le traité de Friederickshamn.

La Finlande, par ce traité, ne faisait que changer

de maître, aux historiens et aux Finlandais eux-mêmes d'apprécier la différence. Nous croyons qu'étant donné la civilisation suédoise, incomparable à celle des Russes, ainsi que le rapprochement des races, ils ne pouvaient que regretter les premiers.

Pour les Alandais, le traité de 1809 était la pire des catastrophes, ils étaient pris à leur patrie et passés sous le joug de la Russie, continuant à dépendre administrativement du gouvernement d'Abo, duquel ils dépendaient même étant suédois.

Et voilà le seul argument juridique que la Finlande peut invoquer pour garder les îles, et, malheureusement, il n'est qu'administratif, de souveraineté intérieure !

Nous allons reproduire la réponse de la commission des juristes, qui siégea du 3 août au 5 septembre, d'après les comptes rendus des séances plénières de la Société des Nations :

« a) La situation de fait, qui a donné lieu au différend entre la Suède et la Finlande, a pris naissance à un moment où la Finlande n'avait pas encore acquis le caractère d'un Etat définitivement constitué. Le différend ne dépend pas exclusivement de la souveraineté territoriale de la Finlande, et le droit international ne laisse pas la question des îles d'Aland à la compétence exclusive de la Finlande.

Le Conseil de la Société des Nations est compétent pour recommander toute solution qu'il considérerait comme la plus équitable et la mieux appropriée.

« b) A l'égard de la démilitarisation des îles d'Aland, les stipulations de la Convention et du Traité de Paris de 1856 sont encore en vigueur. Il en résulte que chaque Etat intéressé en l'espèce a le droit de réclamer le respect de ces stipulations, quel que soit l'Etat qui possède les îles, cet Etat doit se conformer aux obligations imposées par ces stipulations ».

La réponse des juristes établit donc le point très important, au point de vue international, que la question des îles d'Aland ne relevait pas de la souveraineté de la Finlande et qu'elle pouvait être de la compétence d'une cour de justice internationale, en l'espèce le Conseil de la Société des Nations.

Tout en donnant ces réponses, la Commission des juristes laissait la question « sub judice », ce qui déterminait la population alandaise de croire à la possibilité d'un plébiscite; c'était le seul moyen pour elle d'exprimer devant le monde sa volonté, celle de se rattacher à la Suède.

Le Conseil de la Société des Nations, inquiet de voir se manifester l'idée du plébiscite avec cette vigueur, envoya une communication aux habitants

des îles pour leur laisser entendre que rien n'était décidé d'une manière définitive et que la **question** du plébiscite n'avait pas été envisagée.

Le Conseil fit en même temps les démarches nécessaires auprès du gouvernement royal suédois et auprès de celui de la république finlandaise afin d'éviter tout développement du conflit, avant que la question soit tranchée d'une manière quelconque.

Ce qui nous frappe dans la réponse donnée par la commission des juristes c'est son premier point (a), la première phrase faisant ressortir le fait que le différend entre la Suède et la Finlande avait pris naissance « à un moment où la Finlande n'avait pas encore acquis le caractère d'un Etat définitivement constitué ».

L'opinion des juristes était donc que la Finlande n'avait jamais existé comme Etat souverain, qu'avant la paix de Friederickshamn (1809) elle faisait partie intégrante de la Suède, qui par cette paix la cédait à la Russie « en toute souveraineté et propriété ».

(G. Bry. Droit international public. Question finlandaise) : « D'après plusieurs auteurs, il existerait depuis 1809 une union réelle entre la Russie et le Grand-Duché de Finlande. Mais on ne peut admettre cette opinion car il n'y a pas eu de pacte d'union entre deux Etats distincts et il n'y a jamais eu d'organe commun pour les affaires communes.

En 1809, à la fin des hostilités, la Russie occupe la Finlande comme un pays conquis et par le traité de Friederickshamn du 17 septembre 1809, la Suède cède la Finlande à la Russie « en toute souveraineté et propriété ». L'acte de Borgo du 15/27 mars 1809, en accordant à la Finlande une constitution particulière et autonome, fut le résultat d'une concession spontanée et bienveillante de l'empereur ».

Cet argument très diplomatique, à notre point de vue, était destiné à apaiser le conflit naissant entre les deux pays, à faire gagner du temps en vue d'une solution mitigée, qui devait plutôt laisser la question en suspens, comme nous allons le voir par la suite, que de lui donner une solution juste et conforme aux désirs de la population.

Ce qui nous fait dire que l'argument manque de conviction c'est que nous faisons une distinction entre la demande d'admission de la Finlande dans la Société des Nations, demande à laquelle la Suède était loin de s'opposer, et la question des îles d'Aland que la Suède voulait à juste titre faire revenir à leur patrie, tout en demandant l'expression de la volonté des habitants.

Les droits souverains : historiques et ethnographiques, que la Suède a incontestablement sur les îles, n'ont pas influencé la commission des juristes qui, en dépit de toute justice, n'ont même pas envisagé le plébiscite.

Les juristes ont sûrement pensé aux désagréments que les déplacements auraient pu causer aux quelques unités alliées nécessaires à assurer l'ordre pendant et avant le plébiscite.

L'ordre aurait été si facile à garder, car il est naturel au peuple suédois !

En ce qui concerne les clauses militaires et navales nous voyons que la commission se rapporte aux stipulations de la Convention du Traité de Paris de 1856. Or, cette convention a été conclue entre la Russie et les Alliés de 1854, pouvait-elle lier la Suède qui n'a rien signé lors de ce traité et la Finlande qui n'existait pas ?

L'état chaotique dans lequel se trouve la Russie et le peu de foi qu'on peut prêter aux représentants des Soviets ont décidé le Conseil de la Société de ne pas demander son avis dans cette question qui l'intéresse certainement.

Si ces stipulations ne liaient ni la Suède ni la Finlande, les deux puissances pouvaient par une simple déclaration les reconnaître jusqu'à l'arrangement définitif de la question. C'était continuer la servitude négative, situation dans laquelle se trouve l'archipel depuis 1856.

Cette servitude internationale, établie en vertu du traité de Paris, fut d'ailleurs violée par la Russie, au commencement de la guerre de 1914, par l'envoi des forces militaires et des unités navales aux îles ;

le gouvernement suédois ayant protesté, car les signataires du Traité de Paris ne pouvaient le faire, les Russes ont promis le retrait de ces forces à la fin de la guerre. La Finlande, voulant garder les îles, espérait sûrement éteindre cette servitude par la résolution du traité qui l'avait établie. »

Nous allons voir, dans ce qui suit, la solution donnée par la Conférence de Genève, intitulée « Conférence relative à la non-fortification et la neutralisation des îles d'Aland », tenue à Genève du 10 au 20 octobre 1921.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I

La Conférence de Genève et les îles d'Aland.

Nous allons commencer la deuxième partie de notre ouvrage par la reproduction de la résolution adoptée par le Conseil de la Société des Nations, le 24 juin 1921, invitant les gouvernements intéressés à envoyer les plénipotentiaires munis de pleins pouvoirs, afin de conclure un accord mettant fin au différend entre la Suède et la Finlande en ce qui concerne l'archipel d'Aland.

« Un accord international, en vue de la non-forti-

fication et de la neutralisation, doit garantir au peuple suédois et à tous les pays intéressés, que les îles d'Aland ne deviendront jamais une cause de danger du point de vue militaire. A cet effet la Convention de 1856 doit être remplacée par un accord plus large, placé sous la garantie de toutes les puissances intéressées, y compris la Suède.

« Le Conseil estime que cet accord devrait se conformer, dans ses grandes lignes, au projet suédois de convention pour la neutralisation des îles. Il charge le Secrétaire général d'inviter les gouvernements intéressés à désigner des représentants dûment accrédités pour discuter et conclure le traité proposé ».

Cette résolution, invitant les gouvernements intéressés à envoyer des représentants pour mettre fin au différend finno-suédois ne fait aucune allusion à la demande de plébiscite, formulée dans les différentes réunions du Conseil de la Société des Nations par M. Branting, le délégué suédois, demande conforme aux désirs des Alandais. Elle montre l'intention de voir la conférence s'intéresser seulement à une neutralisation des îles d'après le projet suédois. Cette conférence complètera et affermira donc la situation, la servitude négative de l'archipel créée par le Traité de Paris de 1856 et lui donnera comme suzeraine la Finlande à la place de la Russie.

Les différentes puissances envoyèrent les délégations composées comme il suit :

Allemagne :

M. Trautmann, Conseiller de Légation au Ministère des Affaires Etrangères;

M. le Dr A. von Baligand, Conseiller de Légation, Consul d'Allemagne à Genève;

M. Stéfan, Capitaine-Lieutenant.

Danemark :

M. H. A. Bernhoff, Ministre du Danemark à Paris;

M. H. L. E. Wenck, Capitaine de vaisseau, Chef de l'état-major de la marine danoise;

M. Durloo, Secrétaire de Légation.

Esthonie :

M. A. Pip, Ministre des Affaires Etrangères, délégué plénipotentiaire;

M. le Capitaine Salza (expert).

Finlande :

M. le Général O. P. Enckel, Chef d'Etat-Major général de Finlande;

M. R. W. Erich, ancien Président du Conseil, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en disponibilité;

M. Carl Enckell, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire;

M. le Capitaine de corvette E. W. Schwanck;

M. A. Lanfors, premier secrétaire de la Légation de Finlande à Paris.

France :

M. J. Gout, Ministre plénipotentiaire;

M. A. Lefèvre d'Ormesson, Conseiller d'Ambassade;

M. le Commandant Deleuze, Capitaine de corvette (expert).

Grande-Bretagne :

M. J. D. Grégory, C. M. Q of H. B. M^c Foreign-Office;

M. le Commander T. Phillips, R. N. (expert).

Italie :

M. A. Ricci-Busatti, Ministre plénipotentiaire;

M. le Commandant Don Fabrizio Ruspoli (expert).

Lettonie :

M. M. Walters, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Rome.

Pologne :

M. S. Askenazy, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire;

M. Perłowski, Conseiller de Légation;

M. Arcizsewsky, Secrétaire de Légation.

Suède :

M. E. B. de Trolle, ancien Ministre des Affaires Etrangères;

M. le baron E. T. Marks von Wurtemberg, ancien Ministre;

M. le contre-Amiral comte Wachmeister;

M. le Docteur Höjer, Chef de la division politique au Ministère des Affaires Etrangères;

M. le Commandant Holmquist (expert);

M. le baron Hamilton (secrétaire), chef de section au Ministère des Affaires Etrangères.

Les délégations ont élu comme président le chef de la délégation danoise, M. Bernhoft.

Pour le secrétariat sont nommés : MM. Lefèvre d'Ormesson (France), le baron Hamilton (Suède) et M. Langfors (Finlande).

Les experts navals forment une commission chargée de préciser de la manière la plus exacte ce qu'on entend par l'archipel d'Aland, malgré l'opposition de la délégation finlandaise qui prétend que la délimitation des îles est déjà fixée et qu'elle (la

délégation finlandaise) pourrait fournir toutes les explications nécessaires.

Deux projets sont en présence : suédois et finlandais.

En ce qui concerne la publicité des séances, la conférence, en complet accord avec la proposition du chef de la délégation française, « selon la coutume pour les conférences diplomatiques » ne donnera des communiqués que lorsqu'elle les jugera nécessaires.

La langue française ayant été celle de la Convention de Paris sera celle de la présente conférence.

CHAPITRE II

Les premières séances. . . Les projets en présence.

L'esprit pacifique du gouvernement suédois, dont ses représentants à la Conférence ont donné toujours la preuve, se fait entendre par la voix de M. de Trolle, qui tout en exposant le désir des Alandais de voir la souveraineté des îles dévolue à la Suède espère que la Finlande ne saura créer dans l'archipel un esprit qui pourrait mettre en danger les bonnes relations qui existent entre les deux pays. « des forces de simple police seront suffisantes pour veiller sur la paix publique, étant donné le caractère pacifique des indigènes... Moins il y aura d'appareil militaire à Aland, plus la tranquillité y sera assurée (M. de Tolle).

La commission des juristes, qu'on peut nommer une commission internationale d'enquête, ayant écarté la demande suédoise, formulée pendant les séances précédentes, relative à un plébiscite dans les îles, semble avoir dirigé les travaux de la conférence dans le sens de s'occuper seulement de la neutralisation de l'archipel et de reconnaître l'usucapion exercée par la Finlande.

Nous avons dit usucapion, car il nous semble que c'est bien le cas : la Suède est dépossédée d'une façon violente de l'archipel, par la Russie, en vertu de la loi du vainqueur. Cette perte est sanctionnée par un traité; les peuples subjugués par la Russie, au moment de son écroulement, reprennent leur liberté, gagnent leur souveraineté (Finlande, Esthonie, Lithuanie, Pologne, etc.). La Finlande profite de l'esprit pacifique de la Suède qui, ne voulant pas faire un « casus belli » de la question des îles d'Aland, continue à exercer la domination sur l'archipel suédois, se prévaut de son droit souverain parce que les îles ont été administrées sous la domination russe par le gouvernement d'Abo.

« Quel sera le laps de temps au bout duquel silence sera imposé à toute revendication trop tardive ? Nul ne saurait être fixé a priori. Vattel aurait voulu que les Etats s'entendissent à ce sujet. Désir honnête mais peu réalisable, vu l'infini variété des

circonstances » (Bonfils et Fauchille. Droit international public).

Les deux projets en présence, le projet finlandais du 10 octobre 1921, indiquent d'une manière très ressemblante dans leur premier article, et se plaçant par rapport au méridien de Greenwich, la situation géographique exacte des îles de l'archipel d'Aland (Acte de la Conférence).

Dans les articles suivants, tout en affirmant que le traité est une suite de l'annexe du Traité de Paris de 1856 et souhaitant une reconnaissance par la Russie, dès qu'elle aura un gouvernement capable de se faire reconnaître, de toutes les stipulations nouvellement insérées, proposent d'une façon presque identique les clauses militaires et navales qui devront être respectées, ainsi que les mesures qui pourront être prises en cas de conflit qui mettrait la neutralité des îles en danger.

Nous ne nous étendrons pas sur la reproduction des deux projets, ni sur la suite des discussions de détail que les représentants des différentes puissances ont eu dans les séances qui ont précédé l'adoption du texte définitif de la Conférence. Toutes ces questions portaient sur la procédure à suivre, sur des procédés qui sont loin d'influencer les règles, les lois du droit international, bien établies; elles manquent, et de la majesté imposante

qui entouraient les traités de jadis, et de la droiture qui doit entourer ceux d'aujourd'hui, car si la majesté est remplacée par la démocratie, dans toute chose à suivre, elle doit au moins avoir la justice pour la parer !

CHAPITRE III

L'Acte de la Conférence. — Convention relative à la non-fortification et à la neutralisation des îles d'Aland.

ARTICLE 1^{er}.

La Finlande, confirmant en tant que de besoin, en ce qui la concerne, la déclaration faite par la Russie dans la Convention du 30 mars 1856, relative aux îles d'Aland, annexée au Traité de Paris du même jour, s'engage à ne pas fortifier la partie de l'archipel finlandais, dite les îles d'Aland.

ARTICLE 2.

I. — Par la dénomination, les îles d'Aland, la présente convention entend l'ensemble des îles, îlots et récifs situés dans l'étendue de mer délimitée par les lignes suivantes :

a) Au Nord par la parallèle de latitude $60^{\circ} 41' M$;

b) A l'Est par les lignes droites reliant successivement les points géographiques suivants :

- | | | | |
|-----|-----------------------------|------------------------------|--------------|
| 1) | Lat. $60^{\circ} 41' 0'' N$ | long. $21^{\circ} 00' 0'' E$ | de Greenwich |
| 2) | — $60^{\circ} 35' 9'' N$ | — $21^{\circ} 06' 9'' E$ | |
| 3) | — $60^{\circ} 33' 3'' N$ | — $21^{\circ} 08' 6'' E$ | |
| 4) | — $60^{\circ} 15' 8'' N$ | — $21^{\circ} 05' 5'' E$ | — |
| 5) | — $60^{\circ} 11' 1'' N$ | — $21^{\circ} 00' 4'' E$ | — |
| 6) | — $60^{\circ} 09' 4'' N$ | — $21^{\circ} 01' 2'' E$ | — |
| 7) | — $60^{\circ} 05' 5'' N$ | — $21^{\circ} 04' 3'' E$ | — |
| 8) | — $60^{\circ} 01' 1'' N$ | — $21^{\circ} 11' 3'' E$ | — |
| 9) | — $59^{\circ} 59' 0'' N$ | — $21^{\circ} 08' 3'' E$ | — |
| 10) | — $59^{\circ} 53' 0'' N$ | — $21^{\circ} 20' 0'' E$ | — |
| 11) | — $59^{\circ} 48' 5'' N$ | — $21^{\circ} 20' 0'' E$ | — |
| 12) | — $59^{\circ} 27' 0'' N$ | — $20^{\circ} 46' 3'' E$ | — |

c) Au Sud par la parallèle de latitude $59^{\circ} 27' N$.

d) A l'Ouest, par les lignes droites reliant successivement les points géographiques suivants :

- | | | | |
|-----|--|------------------------------|--------------|
| 13) | Lat. $59^{\circ} 27' 0'' N$ | long. $20^{\circ} 09' 7'' E$ | de Greenwich |
| 14) | — $59^{\circ} 47' 8'' N$ | — $19^{\circ} 40' 0'' E$ | |
| 15) | — $60^{\circ} 11' 8'' N$ | — $19^{\circ} 05' E$ | — |
| 16) | Milieu du rocher Märket : lat. $60^{\circ} 18' 4'' N$ et
longitude $19^{\circ} 08' 5'' E$ de Greenwich. | | |
| 17) | Lat. $60^{\circ} 41' 0'' N$ | long. $19^{\circ} 14' 4'' E$ | de Greenwich |

Les lignes reliant les points 14, 15 et 16 sont celles

qui ont été fixées par la « Description topographique de la frontière entre le Royaume de Suède et l'Empire de Russie d'après la démarcation de l'année 1810, corrigée d'après la révision de 1888 ».

La position de tous les points indiqués dans le présent article se réfère généralement à la Carte d'Amirauté britannique n° 2297 de 1872 (avec les corrections apportées jusqu'au mois d'août 1921); toutefois, pour plus de précision, la position des points 1 à 11 se réfère aux cartes suivantes : carte finlandaise n° 32 de 1921, n° 29 de 1920 et carte russe n° 742 de 1916 (corrigée en mars 1920).

Un exemplaire de chacune de ces différentes cartes est déposé aux archives du Secrétariat permanent de la Société des Nations.

II. — Les eaux territoriales des îles d'Aland sont considérées comme s'étendant à une distance de trois milles marins de la laisse de basse mer des îles, îlots et récifs non constamment submergés délimités ci-dessus; toutefois sur aucun point ces eaux ne s'étendent au delà des lignes fixées dans le paragraphe I du présent article.

III. — L'ensemble des îles, îlots et récifs délimités par le paragraphe I, et des eaux territoriales définies par le paragraphe II constituent la zone à laquelle s'appliquent les articles suivants.

ARTICLE 3.

Aucun établissement ou base d'opérations militaires ou navales, aucun établissement ou base d'aéronautique militaire, ni aucune autre installation à des fins de guerre ne pourra être maintenue ou créée dans la zone décrite à l'article 2.

ARTICLE 4.

Sous réserve des dispositions de l'article 7, aucune force militaire, navale ou aérienne d'aucune puissance ne pourra pénétrer ni séjourner dans la zone décrite à l'article 2; la fabrication, l'importation, le transit et la réexpédition des armes et du matériel de guerre y sont formellement interdits.

Les dispositions suivantes seront toutefois appliquées en temps de paix :

a) En dehors du personnel de police régulière, nécessaire pour le maintien de l'ordre et de la sécurité publique dans la zone, conformément aux dispositions générales en vigueur dans la République finlandaise, la Finlande pourra, si des circonstances exceptionnelles l'exigent, y introduire et y entretenir temporairement telles autres forces armées qui seront strictement nécessaires au maintien de

b) La Finlande se réserve également le droit de faire visiter les îles, de temps à autre, par un ou deux de ses navires de guerre légers de surface, qui

pourront, dans ce cas, mouiller temporairement dans leurs eaux. En dehors de ces navires la Finlande pourra si des circonstances exceptionnelles l'exigent, introduire dans les eaux de la zone et y entretenir temporairement d'autres navires de surface ne devant en aucun cas dépasser le déplacement total de 6.000 tonnes.

La faculté d'entrer dans l'archipel et d'y mouiller temporairement ne pourra être accordée par le Gouvernement finlandais qu'à un seul navire de guerre de toute autre puissance.

c) La Finlande pourra faire survoler la zone par ses aéronefs militaires ou navals mais leur atterrissage y est interdit hors le cas de force majeure.

ARTICLE 5.

L'interdiction de faire entrer et stationner des navires de guerre dans la zone décrite à l'article 2 ne porte pas atteinte à la liberté du passage inoffensif à travers les eaux territoriales, passage qui reste soumis aux règles et usages internationaux en vigueur.

ARTICLE 6.

En temps de guerre la zone décrite à l'article 2 sera considérée comme zone neutre et ne sera, directement ni indirectement, l'objet d'une utilisation quelconque ayant trait à des opérations militaires.

Néanmoins, au cas où une guerre intéresserait la mer Baltique, il sera loisible à la Finlande, en vue d'assurer le respect de la neutralité de la zone, de poser des mines à titre temporaire dans ses eaux et de prendre à cet effet les dispositions d'ordre maritime strictement nécessaires. La Finlande en référera immédiatement au Conseil de la Société des Nations.

ARTICLE 7.

I. — En vue de donner efficacité à la garantie prévue dans le préambule de la présente convention, les Hautes Parties contractantes s'adresseront, soit individuellement, soit conjointement au Conseil de la Société des Nations afin qu'il décide des mesures à prendre soit pour assurer le maintien des dispositions de cette convention, soit pour en réprimer la violation.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à contribuer aux mesures que le Conseil de la Société des Nations décidera à cet effet.

Lorsque, aux fins de cet engagement, le Conseil aura à statuer dans les conditions indiquées ci-dessus, il appellera à siéger les Puissances qui sont Parties à la présente Convention, qu'elles soient ou non membre de la Société. Le vote du représentant de la puissance accusée d'avoir violé les dispositions de cette convention ne comptera pas dans le calcul

de l'unanimité requise pour la décision du Conseil.

Si l'unanimité ne peut pas se former, chacune des Hautes Parties contractantes sera autorisée à prendre les mesures que le Conseil aurait recommandées à la majorité des deux tiers, le vote du représentant de la puissance accusée d'avoir violé les dispositions de cette convention ne comptant pas dans le calcul.

II. — Dans le cas où la neutralité de la zone serait mise en péril par un coup de main dirigé soudainement, soit contre les îles d'Aland, soit à travers les îles, contre le territoire continental finlandais, la Finlande prendra les mesures nécessaires dans la zone pour contenir et repousser l'agresseur jusqu'au moment où les Hautes Parties contractantes, conformément aux dispositions de la présente Convention, seront en état d'intervenir pour faire respecter la neutralité.

La Finlande devra en référer immédiatement au Conseil.

ARTICLE 8.

Les dispositions de la présente Convention demeureront en vigueur quelles que soient les modifications qui pourraient être apportées au *statu quo* actuel dans la mer Baltique.

ARTICLE 9.

Le Conseil de la Société des Nations est prié de vouloir bien porter la présente Convention à la connaissance des membres de la Société afin que le régime juridique des îles d'Aland, partie intégrante de la République de Finlande, tel qu'il ressort des dispositions de cette Convention, soit respecté par tous, dans l'intérêt de la paix générale, comme faisant partie des règles de conduite effectives des gouvernements.

La présente Convention pourra, du consentement unanime des Hautes Parties contractantes, être présentée à toute puissance non signataire dont l'accession paraîtrait ultérieurement souhaitable en vue de son adhésion formelle.

ARTICLE 10.

La présente Convention sera ratifiée.

Le procès-verbal du premier dépôt de ratification sera dressé aussitôt que la majorité des puissances, y compris la Finlande et la Suède, seront en mesure d'y procéder.

La Convention entrera en vigueur pour chaque puissance signataire ou adhérente dès le dépôt de sa ratification ou de son acte d'adhésion.

Le dépôt des ratifications se fera à Genève auprès du Secrétariat permanent de la Société des Nations,

et les actes d'adhésion éventuels y seront également déposés.

Suivent les signatures des chefs des délégations dont les noms sont donnés dans un chapitre précédent.

CONCLUSIONS

Ce dernier traité concernant les îles d'Aland, cet arbitrage de la Conférence de Genève a-t-il donné satisfaction aux premiers intéressés, les habitants des îles: a-t-il satisfait le pays qui fut jadis lésé par la perte d'un territoire ? A notre avis, il n'a fait que consacrer le traité de 1856 en remettant cet archipel suédois sous la domination finlandaise à la place de la domination russe.

Il a mieux précisé peut-être les clauses qui se rapportent à la neutralisation des îles, tout en désignant la Finlande comme gardien principal de cette neutralisation.

Du point de vue droit international la servitude négative, à laquelle fut astreinte la Russie par le traité de 1856, est reprise par la Finlande.

La Russie a-t-elle respecté cet engagement et celui qu'elle avait contracté le même jour de ne *pas entre-*

tenir une flotte de guerre dans la mer Noire ? Le premier, elle l'a violé en 1914 quand la grande guerre éclata; les puissances qui l'avaient astreinte de le signer étaient ses alliées, elles n'ont pas pensé à la faire respecter, c'était une précaution nécessaire à sa défense, à la défense commune; la protestation de la Suède, pays intéressé dans la question, eut comme réponse que toutes ces mesures ne dureraient que pendant les hostilités. On se perdrait en conjectures en voulant établir ce qu'il y aurait eu si la Russie n'avait pas abandonné la partie.

Mais nous voyons difficilement un grand pays victorieux renonçant à un droit acquis pendant une guerre glorieuse.

Le deuxième engagement elle l'avait violé lors de la guerre de 1870, la France occupée avec l'Allemagne ne pensait pas à lui faire respecter le traité de Paris.

Cette violence fut consacrée par le pacte de Londres, qui donnait le droit à la Russie d'entretenir une flotte de guerre dans ce lac oriental qu'est la mer Noire.

Sommes-nous devenus meilleurs, la Société des Nations sera-t-elle plus forte que la Cour de La Haye ?

L'avenir nous le montrera !

Reproduisons à ce sujet les inoubliables paroles

de M. Pillet (La Guerre et le Droit. Leçons données à l'Université de Louvain en 1921).

« La fonction principale de la Société des Nations doit être, comme autrefois celle de la Sainte-Alliance, de donner une garantie complète aux Etats et de les confirmer ainsi à jamais dans leurs possessions. Tel est l'objet de ce fameux article 10 qui fût la cause principale de l'échec de la procédure de ratification du traité aux Etats-Unis. On ne peut pas se passer d'une clause semblable, car si les Etats abdiquent une part de leur indépendance en faveur d'un organisme supérieur, la Société des Nations, c'est sans doute dans le but d'obtenir une sécurité complète. La Société des Nations, telle qu'elle a été organisée dans le Traité de Versailles, peut promettre cette garantie; peut-elle assurer qu'elle sera tenue ? En aucune façon.

« Elle n'a pas de forces qui lui soient propres, et même si elle en avait elle ne pourrait pas assurer que ces forces fussent toujours à la hauteur d'un pareil devoir. Puis cette garantie est véritablement bien imprudente; le monde a vécu au milieu de transformations continuelles : il est chimérique de penser que, à un moment donné, par l'effet d'un simple contrat ces transformations s'arrêteront pour faire place à une consolidation perpétuelle des positions existantes. L'abbé de Saint-Pierre n'était pas plus téméraire lorsqu'il disait que les rapports des

puissances de l'Europe seraient perpétuellement régis par les dispositions du Traité d'Utrecht.

« La Société des Nations a été introduite dans le Traité de Paix sur le fondement de cette idée qu'après la guerre de 1914 aucune autre guerre ne pouvait avoir lieu et qu'il fallait organiser le monde pour la paix. C'est une grande utopie, et c'est en effet dans le royaume de l'utopie que le Traité de Versailles nous transporte malgré nous. On ne peut juger l'avenir que par le passé. Le passé nous montre que des guerres, si longues et si cruelles soient-elles, n'ont jamais déterminé le monde à se ranger au parti de la paix perpétuelle ».

Aussi pacifiste qu'on puisse l'être, en jugeant les choses différemment de M. Pillet l'on se transporte malgré soi dans le royaume de Thomas Moruis, or il n'est pas de notre monde ce royaume, et les erreurs qu'on peut commettre dépasseront les causes !

Mais ce qui nous semble injuste et ce qui pourra un jour confirmer ce qui vient d'être dit, et nous sommes persuadés ne pas être les seuls car les faits sont trop évidents, c'est le soin mis par la Conférence à écarter l'idée du plébiscite officiel aux îles, malgré la pétition signée par 8.000 Alandais, adressée au roi de Suède pour demander l'incorporation des îles à la Suède (8.000 habitants mâles représentant 98 % de la population mâle des îles), et pour

parachever l'injustice les avoir mis sous la domination finlandaise.

La Suède aurait dû relever cette question avec toute la vigueur d'une nation indépendante qui voit 20.000 de ses fils, habitant un archipel qui fit jadis partie intégrante d'elle-même, subordonnés au destin d'une patrie marâtre, lors du Traité de Versailles.

Nous reproduisons, d'après M. Erik Sjoestedt (Un problème baltique. Les îles d'Aland), un article du *Figaro* en date du 10 septembre 1919 :

« Le droit des Alandais de retourner à leur mère patrie, la Suède, est aussi imprescriptible que le droit des Danois du Slesvig, des Polonais, des Tchèques à l'indépendance. Les puissances de l'Entente ont inscrit sur leurs drapeaux victorieux : « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Ce principe, proclamé par les Droits de l'homme, formulé à nouveau par le président Wilson, sera la loi du tribunal des Nations. Les habitants d'Aland s'en réclameront devant lui, leur cause sera entendue et justice leur sera faite ».

Loin de nous l'idée que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes soit proclamé à outrance : les plus gros conflits seraient à craindre là où la civilisation n'est pas avancée; ce qui se passe en Russie nous montre qu'il y a des peuples européens, chez lesquels on supposait certaine civilisation, qui

veulent retourner à l'état d'entière barbarie. Ce serait vouloir détruire l'œuvre de civilisation entreprise par plusieurs générations que de donner à des peuples n'ayant pas encore atteint le degré de civilisation nécessaire le droit à disposer d'eux-mêmes.

M. Pillet nous dit, se référant au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (La guerre et le droit) : « D'autres conséquences non moins graves se produiront chez les peuples encore peu avancés en civilisation, ou (pour ne froisser personne) dans l'art de gouverner, en Chine par exemple. La politique des peuples civilisés a toujours été très particulière à l'égard de ces groupes qui ont leur civilisation à eux, mais très différente de la civilisation chrétienne, et à qui le consentement général des peuples assigne d'occuper un degré un peu inférieur sur l'échelle des Nations.

« Les peuples les plus avancés ont toujours exercé une certaine tutelle sur ceux qui les suivent, ils ont considéré comme leur droit — bien que cette idée ait été théoriquement très contestée — d'initier ces peuples aux divers avantages que procure la civilisation, ils leurs ont imposé au besoin leur collaboration et dans une large mesure leur suprématie. Tout cela n'est pas compatible avec le droit nouveau qu'a le peuple de disposer de lui-même; les Etats même un peu inférieurs peuvent secouer le joug que l'on prétendrait leur imposer et disposer à leur

gré de leurs destinées, ce qui peut être le début et l'occasion de crises bien funestes à l'humanité tout entière. Nous en avons présentement l'exemple dans les soulèvements de l'Inde et de l'Egypte. Il y a bien là des peuples différents, le point ne souffre aucun doute, mais qui dirait qu'une fois libres ces peuples sauront se gouverner ou même simplement assurer l'ordre sur leurs territoires ».

Combien vraies sont les paroles de M. Pillet nous montrent les événements tout récents qui sont arrivés chez des nations ayant une vieille civilisation, mais qui, ayant été opprimées, rendues libres par le Traité de Versailles ont choisi une forme de gouvernement qui, à notre idée, suppose une civilisation très avancée. Or la leur, ayant été arrêtée pendant des siècles, n'est pas encore adaptée à avoir un gouvernement républicain; un roi et une forte constitution auraient mieux réussi à la Pologne, la Finlande, etc.

Quant à l'autorité du président Wilson, nous ne pouvons que citer toujours M. Pillet : « La prudence la plus élémentaire s'oppose à ce que l'on accorde le moindre crédit aux innovations dues à l'esprit inventif du président Wilson ».

Mais tout argument contraire à l'incorporation des îles d'Aland à la Suède ne peut être soutenu, car ses droits historiques sur l'archipel ainsi que la nationalité suédoise de ses habitants peuvent nous

déterminer à dire : c'est une injustice, car il y en a encore en Europe. Nous en avons vu disparaître de plus fortes, espérons que celles qui restent n'existeront plus bientôt. Les îles d'Aland seront rendues à la Suède et l'Irlande sera libre !

Vu : *Le Doyen*,
H. BERTHELMY.

Vu : *Le Président de Thèse*,
PILLET.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPEL.

BIBLIOGRAPHIE

BONFILS et FAUCHILLE. — *Droit International Public.*

BRY (Georges). — *Droit International Public.*

BLUNTCHILI. — *Droit International codifié.*

I.ÉOUZON LE DUC. — *Les Iles d'Aland.*

LOUTER (J. de). — *Droit International Public positif.*

NEOVIUS (R.-E.). — *Notice sur la Finlande.*

PILLET (A.). — *Les Droits fondamentaux des Etats et
la solution des conflits qu'ils font naître.*

— *La Guerre et le Droit* (Louvain 1921).

RAMBAUD (Alfred). — *Histoire de la Russie, Cha-
pitre XXVII.*

ROBERT (A.-E.). — *Traités et Conventions diploma-
tiques entre la France et la Russie depuis 1814.*

ROUARD DE CARD. — *Les Annexions et les Plébiscites
dans l'Histoire contemporaine.*

SANDGREN. — *Recueils des Traités de la Suède.*

SJTESTEDT (Erik). — *Les Iles d'Aland. Un problème
baltique.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS — (3 volumes). *Séances plénières.*
— *Actes de la Conférence de Genève relative à la non-
fortification et démilitarisation des îles d'Aland.*

Imprimerie Spéciale de la Librairie LE FRANÇOIS
91, boulevard Saint-Germain, Paris
